

Déclaration

L'avenir des travailleurs européens se joue en Grèce

vendredi 25 mai 2012, par [Quatrième Internationale](#) (Date de rédaction antérieure : 24 mai 2012).

Déclaration de la IV^e Internationale

Depuis deux ans le peuple grec lutte contre l'austérité imposée par la « Troïka » (le FMI, la Commission européenne et la Banque centrale européenne). Après dix-sept journées de grève générale, après les manifestations massives et les occupations des places par les aganaktismeni (indigné-e-s), après les occupations des entreprises, il a rejeté lors des élections du 6 mai les partis qui ont accepté les « mémorandums » imposés à la Grèce par plus de 60 % de suffrages exprimés et a accordé 37 % aux partis à la gauche du libéralisme antisocial du PASOK.

Depuis deux ans, écrasée par l'endettement public, qui a servi de débouché pour la suraccumulation du capital financier, la Grèce est devenue le laboratoire des politiques visant à faire payer la crise capitaliste par la population. Les « plans de sauvetage » imposés à la Grèce n'ont qu'un but : garantir le paiement de la dette par l'État grec aux banques, pour préserver les capitaux spéculatifs de la bulle financière qu'ils ont créée. Les « mémorandums » qui accompagnent ces plans visent à tester en Grèce jusqu'à quel point le capital peut accaparer la richesse produite par les travailleurs en les paupérisant. Les effets de cette politique c'est la brutale réduction des salaires et des retraites, la déconstruction du code du travail, la montée brutale du chômage (qui atteint déjà en Grèce 21,2 % de la population active, près de 30 % des femmes et 50 % des jeunes), une récession similaire à celle de 1929-1930 (chute du PIB de 6,9 % en 2011, estimée de nouveau à 5,3 % en 2012 ; réduction de la production industrielle de 4,3 % en mars 2012 par rapport à mars 2011...), la destruction du système de santé (suppression de 137 hôpitaux et d'un cinquième d'emplois dans la santé, manque de médicaments car les impayés atteignent 1,1 milliard d'euros...) et de l'immobilier (200 000 logements invendables... alors que le nombre des sans-abri explose), malnutrition...

Faisant de l'arbitraire, du secret et de la peur un véritable mode de gouvernement, une telle politique de brutal asservissement d'un peuple ne pouvait que provoquer des réactions de rage, de désarroi, de colère. Une partie de cette colère fut canalisée par une sinistre force raciste, antisémite et xénophobe, le groupe néo-nazi Aube Dorée, qui surfe sur la politique gouvernementale de répression des manifestants et de chasse aux immigrés et a pénétré la police. Cela doit nous alerter et nous conduire à dénoncer la politique de répression et de racisme du gouvernement imposée par la « Troïka » en Grèce.

Face à cette politique, la gauche radicale grecque, et en particulier Syriza qui a aujourd'hui une place centrale, défend un plan d'urgence autour de 5 points :

1. L'abolition des « mémorandums », de toutes les mesures d'austérité et des contre-réformes du travail qui sont en train de détruire le pays.
2. La nationalisation des banques qui ont été largement payées par les aides publiques.

3. Le moratoire du paiement de la dette et un audit qui permettra de dénoncer et d'abolir la dette illégitime.

4. L'abolition de l'immunité des ministres.

5. La modification de la loi électorale qui a permis au PASOK et à Nea Dimokratia de gouverner au détriment de la population grecque et de faire sombrer le pays dans la crise.

La IV^e Internationale appelle l'ensemble du mouvement ouvrier mondial, tous les indigné-e-s, toutes celles et tous ceux qui se réclament des idéaux de la gauche, à soutenir un tel programme d'urgence.

Nous souhaitons que le peuple grec réussisse à imposer par ses votes et par ses mobilisations un gouvernement de toute la gauche sociale et politique qui refuse l'austérité, un gouvernement capable d'imposer l'annulation de la dette. C'est dans cette perspective que nous appelons au rassemblement de toutes les forces qui luttent contre l'austérité en Grèce — SYRIZA, ANTARSYA, KKE, les syndicats et les autres mouvements sociaux — autour d'un plan d'urgence.

La crise n'est pas celle de la Grèce, mais bien celle de l'Union européenne soumise à la volonté du capital et des gouvernements à son service. C'est celle du mode de production capitaliste dans le monde entier. Ce n'est pas à la « Troïka », mais au peuple grec de décider de la politique à suivre dans ce pays. Les tentatives de la chancelière allemande Angela Merkel d'imposer aux Grecs un « référendum » sur l'euro à l'occasion des élections du 17 juin — un véritable coup de force électoral — doivent être rejetées. Ce n'est pas l'euro, ce sont les diktats de la « Troïka » qu'il faut combattre aujourd'hui.

Plus que jamais, les luttes contre les politiques d'austérité exigent de combattre pour la rupture avec les politiques et les traités qui constituent la base de la construction de l'Union européenne. Plus que jamais, combattre l'austérité ne signifie pas le repli nationaliste, mais le développement d'un mouvement pour une autre Europe qui défende les droits souverains démocratiques et sociaux de chaque peuple et la perspective des États-Unis socialistes d'Europe.

La Grèce est devenue un laboratoire pour l'Europe. On teste sur des cobayes humains des méthodes qui seront ensuite appliquées au Portugal, à l'Espagne, à l'Irlande, à l'Italie et ainsi de suite. Le peuple grec s'est révolté, dans les entreprises, dans les rues et dans les urnes, contre ces politiques barbares. La résistance des Grecs est notre résistance, leurs luttes sont nos luttes. Elle montre que la défense des intérêts vitaux des classes populaires implique une confrontation avec les classes dominantes, sur le plan national et européen. Il faut multiplier les initiatives unitaires en soutien aux luttes du peuple grec et à sa gauche radicale. Mais la meilleure solidarité envers le peuple grec, c'est d'imiter leur exemple dans tous les pays en développant et en coordonnant les résistances contre les politiques inhumaines d'austérité et de destruction. C'est exactement ce que craint le capital responsable de la crise : la contagion des luttes !

Le 24 mai 2012

Bureau exécutif de la IV^e Internationale
